



SOLIDAIRES
FINANCES
PUBLIQUES
SYNDICAT NATIONAL



Le projet de loi de finances 2013 prévoit 2023 nouvelles suppressions d'emplois pour la Direction générale des Finances Publiques. Le détail de ces suppressions d'emploi est désormais connu : toutes les directions sont touchées, toutes les catégories d'agents seront concernées.

A ces suppressions d'emplois s'ajoutent la poursuite de la baisse des crédits de fonctionnement (plusieurs directions locales sont d'ores et déjà en état de cessation de paiement) et la baisse du volume de promotions internes du fait de la remise en cause du plan ministériel de qualification.

A la DGFIP, la RGPP continue, mais en pire ! Aujourd'hui le constat est clair : les agents des finances publiques n'ont plus les moyens d'assurer correctement leurs missions. Seule la mobilisation des personnels pourra imposer un changement véritablement positif.

Depuis trop d'années déjà, le département du **Nord** connaît une situation de l'emploi désastreuse. Malgré une population plus fortement touchée qu'ailleurs par la crise, la DRFIP Nord est une des Directions les plus touchées par les suppressions d'emplois ; avec près de **1000 emplois supprimés depuis 2003**, l'ensemble des agents et des services sont au bord de la rupture.

Et cette année, ce seront encore 85 emplois supprimés (direction de province subissant le grand nombre de suppressions d'emplois).

La **DRFIP Nord** s'est voulue exemplaire dans la mise en œuvre de la RGPP et dans le même temps, à la pointe des restructurations et expérimentations en tout genre.

Depuis plusieurs années, l'ensemble des organisations syndicales du département alerte la direction sur l'état catastrophique des services et de ses conséquences. **Et elles sont nombreuses** pour les collègues et les citoyens : la souffrance au travail atteint un niveau inégalé, de nombreuses missions ne peuvent plus être assurées ou se dégradent.

L'accueil est un exemple symptomatique de toutes ces difficultés : dans le Nord, plusieurs sites sont débordés et font face à de plus en plus de réception : Roubaix, Tourcoing, Denain, Dunkerque, Maubeuge, Lille-Cité, Lomme... la liste s'allonge jour après jour. Augmentation du temps d'attente, augmentation des réclamations... la tension est à son comble et toujours à la limite de l'incident, voire de l'agression.

Vous le savez, la sécurité des collègues dans l'exercice de leurs missions est une de nos préoccupations majeures. Malheureusement, à la DRFIP Nord, les incidents continuent de se multiplier (avec notamment le vol à main armée à la trésorerie de Villeneuve d'Ascq). La réflexion engagée l'année dernière sur ce sujet de la sécurité doit être finalisée rapidement et force est de constater que la DRFIP a hiérarchisé les priorités en matière de sécurité pour des raisons budgétaires. Nous vous rappelons que l'employeur doit assurer la sécurité de tous ses agents où qu'ils se trouvent. Sur ce sujet, l'urgence est réelle, nous exigeons des moyens immédiats.

Cela ne peut plus durer !

Tous les services, des SIE aux trésoreries municipales, en passant par les SIP, les trésoreries mixtes et la trésorerie Amendes ou encore les trésoreries hospitalières, sans oublier les services de direction, sont touchés par les suppressions d'emplois. Quel avenir pour les pôles enregistrement et les Hypothèques ? Partout, nous avons des chaises vides autour de nous.

La première conséquence de cette saignée de l'emploi est une détérioration de nos conditions de travail : la charge de travail est de plus en plus importante, les objectifs deviennent inatteignables et désormais la souffrance au travail est une réalité pour tous les agents.

Cela entraîne aussi une détérioration de nos missions de service public : nous ne sommes plus en capacité de recevoir convenablement les contribuables et beaucoup de nos missions comme le contrôle (où les ambitions du ministre sont en totale inadéquation avec les suppressions d'emplois annoncés) ou le contentieux sont « abandonnées ». Il faut un bilan complet service par service.

Lors de la venue du Directeur général à la DRFIP Nord, les collègues avaient signé massivement en quelques heures, une pétition exigeant notamment :

- l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois,
- un bilan contradictoire de la fusion
- le maintien des engagements en terme de plan de qualifications pour l'année 2012, l'ouverture de négociations pour la période 2013-2014
- l'arrêt de toutes restructurations ou nouvelles expérimentations
- des conditions de travail décentes

L'ensemble des collègues mobilisés et notamment ceux lors de la journée de grève nationale à la DGFIP du 27 novembre dernier, exige l'ouverture de négociations.

Maintenant, il est urgent de répondre aux revendications !!

LE CHANGEMENT
C'EST URGENT !!!

DRFIP
NORD
2012